

# Robert Vertenueil, secrétaire général de la FGTB

## «Les libéraux sont devenus les valets du capitalisme»

### LES PHRASES CLÉS

«On avait remis un très mauvais bulletin au gouvernement en juin. Un mauvais élève, quand il reçoit cela, il essaye de mettre ses vacances à profit pour, en septembre, recommencer son année convenablement.»

«On va avoir une réaction. Ce serait coupable, de la part des organisations syndicales, de ne pas réagir.»

«Si la société libérale idéale c'est la jungle, je la laisse aux libéraux. Moi je n'en veux pas.»

### INTERVIEW NATHALIE BAMPIS

**A** son retour de vacances, Robert Vertenueil, déjà très remonté après l'accord de gouvernement de fin juillet, ne décolère pas. Le secrétaire général de la FGTB commente notamment les déclarations de ce week-end du ministre des Finances Johan Van Overtveldt sur la poursuite des privatisations des services publics (la SNCB en tête - lire L'Echo du 26 août). «Privatiser les services publics c'est un projet libéral pur et dur. On rationalise les déficits (comme avec Belfius quand cela va mal), on privatise les profits. Quand on analyse les décisions prises par eux, c'est au seul profit de la finance. Les libéraux sont devenus rien d'autre que les valets du capitalisme.» Robert Vertenueil ne nous dit pas avec précision la météo du prochain automne, mais on l'attend plutôt chaude et... orageuse.

**Vous venez d'entrer en fonction, vous revenez de vacances. Le gouvernement a bouclé son budget, des mesures ont été prises. Comment vous sentez-vous?**

J'ai un sentiment de duperie par rapport à ce gouvernement, et chaque année, c'est de plus en plus fort. Il fait tout ce qu'il n'a pas annoncé, et ne fait pas ce qu'il a promis. On nous avait annoncé un super conseil sur les questions économiques, avec des mesures bien charpentées début juillet. On attendait de même sur les questions sociales. Mais finalement, cela s'est terminé par des mini-conseils en stoemelings.

**Mais la concertation, elle va arriver main-**

**tenant, avec la rentrée politique?**

Ils ont plutôt l'air de dire que les décisions sont prises, point. Regardez le budget mobilité. On avait un avis unanime des partenaires sociaux, la réponse du gouvernement a été «non, on ne vous rencontre pas tant que les décisions ne sont pas finalisées». Ça veut dire quoi? Qu'il a l'intention de décider précisément de la chose et qu'il n'y aura plus de dialogue possible.

**La concertation sociale n'est toujours pas respectée?**

Le gouvernement continue dans la même veine, il écoute de manière très distraite les partenaires sociaux. On avait remis un très mauvais bulletin au gouvernement en juin. Un mauvais élève, quand il reçoit cela, il essaye de mettre ses vacances à profit pour en septembre recommencer son année convenablement. On constate que sur la forme rien n'a changé. Et sur le fond, désolé, mais on est dans la poursuite du démantèlement des services publics, du dé financement de la sécu, et de la transformation du marché du travail en une jungle. C'est cela, la politique du gouvernement. On demande plus en plus au citoyen, et on allège tant et plus les exigences vis-à-vis des nantis.

**Vous trouvez qu'on ne demande aucune contribution au plus fortunés? Et la taxe Caïman, la directive sur l'évasion fiscale de multinationales?**

Excusez-moi, mais décider de taxer à 0,15% les portefeuilles-titres à partir de 500.000 euros, si ce n'est pas se foutre du monde, cela y ressemble très fort.

**Le gouvernement n'a plus opté pour l'aus-**

**térité dure non plus...**

Je me demande comment le gouvernement a pu passer de 8 à 9 milliards d'efforts budgétaires à 3 à 4 milliards. Ou sont passés les 5 milliards de différence?

**Vous auriez préféré qu'on fasse 8 à 9 milliards d'économies?**

Non. Je demande qu'on aille chercher l'argent là où il se trouve. Le gouvernement sait dans son for intérieur qu'il est à l'os sur les économies possibles, sauf à penser qu'on supprime les choses fondamentales dans le fonctionnement de l'État et la sécu. Sans doute que chez eux, les esprits ne sont pas tout à fait mûrs pour aller jusqu'au bout de l'idée de casser la sécu. On devine où ils vont aller, mais ils ne veulent pas y aller trop vite pour des raisons électoralistes.

**Où veulent-ils aller selon vous?**

Ils reportent les difficultés sur les gouvernements suivants. Si on cumule les efforts ignorés, et les conséquences des décisions prises, les gouvernements suivants vont se retrouver devant une telle épreuve budgétaire qu'il n'y aura pas d'autres solutions que d'attaquer le fonctionnement de l'État et de la sécurité sociale. Je me demande si cela n'est pas fait à dessein. Ils s'attaqueront à la sécu en disant: regardez, on n'a pas le choix.

**Vous avez des pistes de solutions?**

Bien sûr. Une grosse partie de la dette est constituée par les efforts réalisés par l'État pour sauver les banques. Il ne serait pas idiot de pouvoir différencier la gestion de dette qui résulte des plans d'investissement que l'État a fait au fil du temps, et la part qui a permis de sauver les banques. Et

faire valoir cela devant l'Europe, et faire valoir que l'ensemble des budgets des États membres devraient être gérés comme cela.

#### Mais ce n'est qu'une réponse partielle...

Oui. Ma seconde proposition serait que, comme on a demandé aux citoyens lors des grandes crises une taxe de solidarité, on demande aux entreprises qui font des bénéfices plantureux, celles qui distribuent les dividendes à deux chiffres, une contribution. Une taxe sur les plus-values de revente d'entreprise, par exemple.

#### La réforme de l'Isoc, qui donne de l'air aux entreprises, vous en pensez quoi?

Si l'objectif est de baisser le taux initial de 33,99% à 25% en simplifiant, cela me va. Mais je n'entends pas qu'on va supprimer les niches fiscales. On dit que l'on va revoir les intérêts notionnels. On va créer une taxe Caiman. Mais vous avez vu une première ligne de texte?

#### Vous craignez que ce ne soit que des promesses chiffrées?

On ne sait pas ce qu'il y a derrière, et eux-mêmes ne le savent pas. Les chiffres changent tout le temps. Mais je crains surtout que, quand il faudra mettre concrètement ces mesures en place, elles n'arriveront pas. Vous pensez que l'Open Vld ou la N-VA acceptent la réforme des intérêts notionnels?

#### La N-VA et l'Open VLD sont des menteurs?

Le mot menteur est un peu fort, mais on vend un chat dans un sac. Ils trompent les partenaires et la population. On ne le fera

pas, ou ce sera tellement partiel que ce sera insuffisant pour compenser la réforme de l'Isoc. Et puis, on aura un problème budgétaire. Et alors on dira, il faut saquer dans la sécu, les services publics. Pas le choix.

#### Johan Van Overtveldt parle de privatisation de la SNCB. Ça vous inquiète?

Oui, surtout quand j'entends Charles Michel dire que ce n'est pas à l'ordre du jour. Car chaque fois qu'il dit cela, ça fini par arriver: *«jamais je ne m'allierai à la N-VA»*, il l'a fait. *«jamais je ne mettrai les pensions à 67 ans»*, il l'a fait. Quand la N-VA parle, Michel se couche. Ce n'est pas nouveau. Si tout à coup, il se réveille et oppose une vraie résistance, j'applaudirai à deux mains. Mais je crains qu'on ne continue dans le même trend.

#### Les raisons du mécontentement s'accumulent... Les grèves, les manifestations arrivent?

On va avoir une réaction. Ce serait coupable, de la part des organisations syndicales, de ne pas réagir. Nous allons prendre la mesure de ce qui se passe, aussi en Wallonie, pour organiser la riposte.

#### Riposte il y aura donc... Comment?

Oui. Si nous ne le faisons pas, qui le fera? Les inégalités ne font que grandir chaque jour. Et l'arrivée du MR en Wallonie, avec une promesse d'aligner les politiques wallonnes sur celle du Fédéral, va accentuer cela. On met les gens dans de grandes difficultés, on prépare une société de demain qui sera précarisée sur les conditions de vie et les moyens d'existence. Mais quelle réaction, je ne sais

pas encore dire. Cela appartient aux instances et aux capacités des uns et des autres.

#### Conditions de vie précarisées... Vous pensez à quoi?

Regardez, on supprime les niveaux de concertation pour permettre aux entreprises d'être flexibles. On va pouvoir faire tout et n'importe quoi sans plus aucune règle. Ce qui est présenté comme des mesures de modernisation du travail, ce ne sont que des moyens pour faire régresser les droits. Et placer le travailleur en situation de flexibilité à outrance, taillable et corvéable à merci, et cela sans avoir un salaire correct. Si la société libérale idéale c'est la jungle, je la laisse aux libéraux. Je n'en veux pas.

#### Les syndicats n'ont plus la capacité de résister? Vous êtes devant un mur?

Il est de plus en plus difficile de faire progresser les choses. Les patrons ne demandent même plus au gouvernement ce qu'il peut faire pour eux. Ils vont carrément s'asseoir à la table. Kris Peeters a quitté l'Unizo pour le gouvernement, Vincent Reuter quitte l'UWE pour aller s'asseoir à la table du ministre-président wallon Willy Borsus... Ils sont tellement cul et chemise, et le gouvernement est tellement à leur solde, que négocier avec nous n'a plus d'intérêt pour eux.

Mais à force de nous enlever la possibilité de négocier, que fera-t-on quand on se retrouvera avec des travailleurs révoltés? On essaye de nous abattre, très bien. Mais après, c'est quoi la conception de la société, l'anarchie? Les émeutes? Des conflits ingérables dans les entreprises car il n'y aura plus d'interlocuteurs? Voilà.